



# Infomat

## Revue hebdomadaire

Le jeudi 12 avril 2001

### APERÇU

#### ◆ Le taux de chômage progresse légèrement

Le taux de chômage a légèrement augmenté de 0,1 point en mars, pour s'établir à 7,0 %. Le nombre d'emplois s'est accru de 30 000, après avoir affiché un léger recul en février et une pause en janvier.

#### ◆ La construction non résidentielle fléchit pour la première fois en quatre mois

La valeur des permis de construction délivrés par les municipalités a baissé de 9,1 % en février. Après avoir atteint un sommet en janvier, les projets de construction non résidentielle ont reculé pour la première fois en quatre mois, tandis que les projets de construction résidentielle ont légèrement diminué.

#### ◆ Cinquième baisse en six ans du passif international net du Canada

En 2000, le passif international net du Canada a diminué pour la cinquième fois au cours des six dernières années. À la fin de l'année, il s'établissait à 244 milliards de dollars, en baisse de 10 % par rapport à 1999.

#### ◆ La valeur nette nationale enregistre un taux élevé de croissance

La valeur nette nationale s'est accrue de 5,9 % en 2000 pour atteindre 3,3 billions de dollars, soit 105 700 \$ par habitant. Bien qu'il ait diminué par rapport à 1999, ce taux de croissance est l'un des plus élevés des 11 dernières années.

#### ◆ Enquête sur la sécurité financière : faits saillants

Dans l'ensemble, les Canadiens étaient endettés d'environ 16 \$ pour chaque tranche d'avoirs de 100 \$ en 1999. La résidence principale constituait l'avoir non financier le plus important. L'avoir financier le plus important était le REER. La valeur nette médiane de toutes les unités familiales s'établissait à 81 000 \$. Dans l'ensemble, 10 % des unités familiales ayant la valeur nette la plus élevée détenaient 53 % de tout le patrimoine des particuliers.

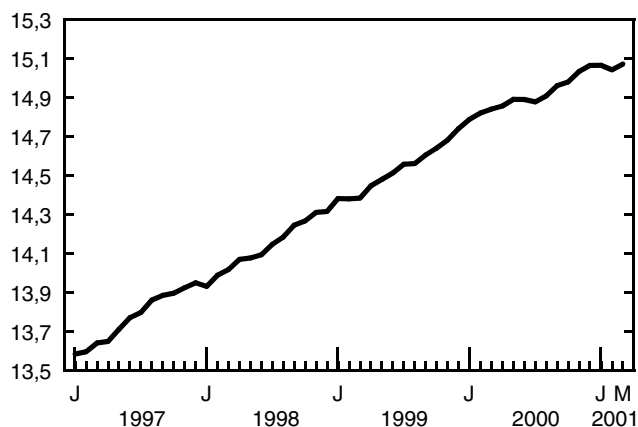
### Le taux de chômage progresse légèrement

Le nombre d'emplois a augmenté de 30 000 en mars, après avoir affiché un léger recul en février et une pause en janvier. Cela fait suite à une progression soutenue totalisant 187 000 emplois au cours des cinq derniers mois de 2000. La croissance de mars était répartie également entre le travail à temps plein et le travail à temps partiel. Le taux de chômage a légèrement progressé de 0,1 point pour s'établir à 7,0 %, le nombre de personnes se joignant à la population active à la recherche d'un emploi ayant augmenté.

Chez les femmes adultes (25 ans et plus), le nombre d'emplois s'est accru de 19 000 après avoir peu bougé en janvier et en février. Leur taux de chômage a légèrement augmenté de 0,1 point pour atteindre 5,7 %. Chez les hommes adultes, l'emploi est demeuré pratiquement inchangé pour une troisième fois au cours des quatre derniers mois, mais leur taux de chômage a augmenté de 0,2 point pour s'établir à 6,1 %. Chez les jeunes (15 à 24 ans), le nombre d'emplois a progressé légèrement de 9 000, après avoir fléchi de façon marquée en février. Leur taux de chômage a légèrement reculé de 0,1 point pour se fixer à 12,8 %.

#### Nombre d'emplois

Millions, données désaisonnalisées



(suite à la page 2)



### ... Le taux de chômage progresse légèrement

Dans le secteur privé, 31 000 emplois se sont ajoutés en mars, ce qui a annulé la baisse de février et qui a porté la hausse globale à 345 000 emplois (+3,6 %) depuis mars 2000. Le nombre de travailleurs indépendants a progressé de 20 000; il s'agit de la première hausse depuis mai 2000. Dans le secteur public, le nombre d'emplois a régressé de 21 000 en mars, mais ce secteur ne montre pas de tendance claire depuis septembre.

L'emploi dans les ressources naturelles s'est accru de 11 000 en mars. Un peu plus de la moitié de cette croissance s'est produite en Alberta. Le nombre d'emplois dans la construction a aussi augmenté de 11 000, ce qui reflète la progression récente du nombre de permis de construction et de mises en chantier résidentielles. Il y a également eu une faible hausse de 12 000 emplois dans les soins de santé et l'assistance sociale ainsi qu'une croissance de 18 000 emplois dans le secteur de l'information, de la culture et des loisirs, laquelle a neutralisé le recul de février.

Cependant, l'emploi dans le secteur de la fabrication a peu bougé en mars après avoir diminué de 32 000 au cours des deux premiers mois de l'année. Ce manque de vigueur va de pair avec le plafonnement récent des livraisons manufacturières et frappe surtout la fabrication de matériel de transport.

L'Ontario a affiché une légère progression de 16 000 emplois en mars, qui a effacé une partie de la perte considérable de 38 000 emplois enregistrée en février. Le taux de chômage est resté inchangé à 6,1 %. En Colombie-Britannique, l'emploi a enregistré une croissance marquée de 22 000, ce qui a en grande partie annulé le déclin de janvier. Le taux de chômage a diminué de 0,7 point pour s'établir à 6,6 %. Au Québec, l'emploi a peu bougé et le taux de chômage s'est élevé de 0,3 point pour s'inscrire à 8,7 %.

Le Nouveau-Brunswick a accusé un recul de 3 000 emplois, ce qui porte les pertes de février et mars à 11 000. Ces baisses récentes surviennent après sept mois de croissance presque

### Information complémentaire sur l'assurance-emploi

En janvier, le nombre de Canadiens (non désaisonnalisé) recevant des prestations ordinaires d'assurance-emploi s'établissait à 640 760, en baisse de 4,3 % par rapport à janvier 2000. Le nombre de bénéficiaires a diminué dans toutes les provinces et tous les territoires, à l'exception de l'Ontario (+0,4 %). Le montant des prestations ordinaires versé (désaisonnalisé) s'est accru de 0,9 % par rapport à janvier 2000, pour atteindre 604,3 millions de dollars.

Le nombre de prestataires d'assurance-emploi de janvier 1997 à avril 2000 a été sous-estimé. En conséquence, Statistique Canada et Développement des ressources humaines Canada ont pris des mesures pour corriger la sous-estimation. Les utilisateurs ne doivent faire aucune comparaison entre ces données et toutes séries mensuelles et chronologiques déjà diffusées. Les données révisées paraîtront le 21 juin prochain. Pour plus de renseignements, communiquez avec Jean Leduc au (613) 951-4090 (télécopieur : (613) 951-4087; courriel : travail@statcan.ca), Division de la statistique du travail.

constante. Le taux de chômage s'est accru de 0,7 point pour atteindre 12,3 %. En Alberta, le nombre d'emplois a fléchi de 9 000. Cette baisse fait suite à sept hausses mensuelles consécutives. Le taux de chômage s'est accru de 0,2 point pour se fixer à 4,8 %.

Un résumé plus détaillé intitulé **Information population active** (Internet : 71-001-PIB, 8 \$ / 78 \$; papier : 71-001-PPB, 11 \$ / 103 \$), pour la semaine se terminant le 17 mars 2001, est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Vincent Ferrao au (613) 951-4750 ou avec Martin Tabi au (613) 951-5269, Division de la statistique du travail. (Voir aussi les « Tendances actuelles » à la page 9.)

### Enquête sur la population active, mars 2001

Données désaisonnalisées<sup>1</sup>

	Population active		Emploi		Chômage	
	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Taux (%)
<b>Canada</b>	<b>16 216,4</b>	<b>0,3</b>	<b>15 073,6</b>	<b>0,2</b>	<b>1 142,8</b>	<b>7,0</b>
Terre-Neuve	250,0	1,3	208,6	1,1	41,4	16,6
Île-du-Prince-Édouard	75,0	0,5	66,5	0,8	8,5	11,3
Nouvelle-Écosse	467,8	0,9	419,9	-0,7	47,9	10,2
Nouveau-Brunswick	376,3	-0,2	330,1	-1,0	46,2	12,3
Québec	3 801,9	0,4	3 469,7	0,0	332,3	8,7
Ontario	6 343,3	0,3	5 954,4	0,3	388,9	6,1
Manitoba	586,5	0,5	557,3	0,0	29,2	5,0
Saskatchewan	507,9	0,3	479,7	0,5	28,2	5,6
Alberta	1 697,3	-0,3	1 615,8	-0,5	81,5	4,8
Colombie-Britannique	2 110,5	0,4	1 971,7	1,1	138,8	6,6

1. Les données s'appliquent aux hommes et aux femmes âgés de 15 ans et plus.

## La construction non résidentielle fléchit pour la première fois en quatre mois

La valeur des permis de construction délivrés par les municipalités a baissé de 9,1 % en février pour se chiffrer à 3,4 milliards de dollars. Après avoir atteint un sommet en janvier, les projets de construction non résidentielle ont reculé pour la première fois en quatre mois, tandis que les projets de construction résidentielle ont légèrement diminué. Malgré le recul de février, la valeur totale des permis de construction a dépassé de 11,9 % la valeur moyenne mensuelle observée en 2000.

Dans le secteur résidentiel, la valeur des permis de construction a fléchi de 0,9 % en février, pour se fixer à 2,0 milliards de dollars. Les projets de logements multifamiliaux ont progressé de 11,8 % pour atteindre 625 millions de dollars; il s'agit du meilleur résultat mensuel enregistré à ce jour dans cette composante. Par contre, les projets de logements unifamiliaux ont régressé de 5,9 % pour s'établir à 1,3 milliard de dollars, après les très bons résultats affichés en janvier.

Grâce au bond des projets de construction de logements multifamiliaux, l'Ontario a connu la hausse la plus considérable (+11,4 %) de la valeur des permis dans le secteur résidentiel. Les replis enregistrés par le Québec (-24,8 %) et la Colombie-Britannique (-10,3 %) ont plus qu'effacé cette hausse.

Dans le secteur non résidentiel, la valeur des permis a chuté de 17,9 % en février pour se situer à 1,5 milliard de dollars, à la suite d'une forte hausse de 22,2 % en janvier. Chacune des trois composantes (industrielle, institutionnelle et commerciale) a contribué au repli général. Dans l'ensemble toutefois, les perspectives demeurent positives pour le secteur non résidentiel en 2001.

Les projets de construction industrielle ont chuté de 17,6 % en février; les usines et les services publics ont subi les pertes les plus considérables. Les projets de construction commerciale ont baissé de 10,5 %, après avoir grimpé de 47,1 % en janvier; les immeubles à bureaux ont enregistré la baisse la plus marquée, tandis que les permis pour les hôtels ont progressé pour un deuxième mois de suite. Pour leur part, les projets de construction

### Valeur des permis de construction selon la région métropolitaine de recensement

Données désaisonnalisées

	Février 2001	Janvier à février 2001	Janvier-février 2001	Janvier-février 2000 à janvier-février 2001
	Millions de dollars	Variation en %	Millions de dollars	Variation en %
St. John's	7,2	-52,7	22,5	-30,4
Halifax	25,5	18,9	46,9	-20,8
Saint John	5,4	9,3	10,4	48,0
Chicoutimi-Jonquière	6,8	10,2	13,0	-55,3
Québec	66,2	-6,0	136,7	51,2
Sherbrooke	9,0	15,3	16,8	-5,1
Trois-Rivières	9,5	88,1	14,6	0,8
Montréal	345,6	-41,2	933,7	70,2
Hull	74,4	187,6	100,3	334,6
Ottawa	127,8	9,0	245,2	28,5
Oshawa	61,3	109,7	90,6	19,2
Toronto	951,9	-3,1	1 934,7	35,7
Hamilton	70,4	-32,4	174,5	95,2
St. Catharines-Niagara	29,1	-14,2	63,1	27,5
Kitchener	69,7	24,5	125,6	-5,9
London	30,6	-48,4	89,9	19,4
Windsor	44,2	0,1	88,4	9,1
Sudbury	4,2	-0,6	8,4	144,8
Thunder Bay	1,9	-78,7	11,1	-25,8
Winnipeg	34,3	-0,1	68,6	-37,5
Regina	9,9	-68,3	41,2	96,2
Saskatoon	14,0	-49,4	41,8	-25,4
Calgary	183,0	14,8	342,3	-24,0
Edmonton	107,1	7,5	206,7	12,3
Vancouver	255,8	8,3	492,1	-12,8
Victoria	31,4	1,3	62,3	56,7

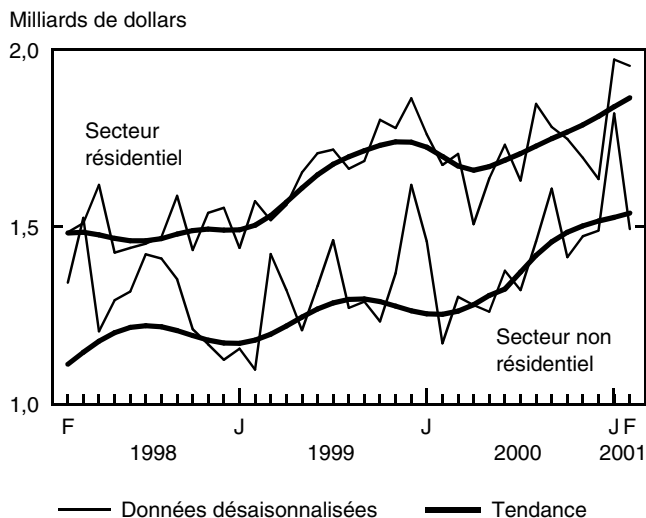
institutionnelle ont chuté de 39,1 %, en baisse pour un deuxième mois d'affilée.

Des progressions dans les trois composantes ont donné à la Colombie-Britannique la plus forte croissance (+39,6 %) dans le secteur non résidentiel. En revanche, une baisse marquée dans la région métropolitaine de recensement de Toronto explique le net recul enregistré en Ontario (-25,7 %).

Au cours des deux premiers mois de 2001, les municipalités ont délivré pour 7,2 milliards de dollars de permis de construction, soit 19,4 % de plus qu'au cours de la période correspondante en 2000. Il s'agit du meilleur résultat cumulatif pour les deux premiers mois d'une année depuis 1990. L'accroissement dans chaque composante des secteurs résidentiel et non résidentiel a contribué à ce résultat. Les régions de Toronto et de Montréal ont connu un très bon début d'année. Ensemble, elles ont contribué à plus de 75 % de l'accroissement de la valeur cumulative des permis.

Le numéro de février 2001 de *Permis de bâtir* (Internet : 64-001-XIF, 14 \$ / 145 \$) est maintenant en vente. Pour obtenir des données, communiquez avec Vere Clarke au (613) 951-6556 (courriel : clarver@statcan.ca). Pour des renseignements analytiques, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au (613) 951-2025 (courriel : saineti@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.

### Valeur des permis de construction



## Cinquième baisse en six ans du passif international net du Canada

Le passif international net du Canada — l'écart entre son actif international et son passif international — a diminué pour la cinquième fois au cours des six dernières années. À la fin de 2000, il s'établissait à 244 milliards de dollars, en baisse de 10 % par rapport à 1999. L'actif international a totalisé 779 milliards de dollars, en hausse de 11,5 %, soit plus du double de l'augmentation de 5,5 % du passif international, lequel a atteint 1 023 milliards de dollars. Par conséquent, le passif net représentait 23 % du produit intérieur brut, son niveau le plus bas depuis le début des années 1950.

En 2000, le passif international du Canada s'est accru sous l'impulsion d'une importante série de prises de contrôle. Cependant, les investissements étrangers de portefeuille dans les titres canadiens, qui représentent près de la moitié du passif international, ont augmenté de façon négligeable, soit moins de 1 %. La forte hausse des avoirs en actions canadiennes des investisseurs étrangers a été contrebalancée par une baisse de leurs avoirs en obligations

canadiennes, si bien que l'investissement direct a pris une importance accrue par rapport aux titres de portefeuille, en tant que pourcentage du passif brut.

Les importantes prises de contrôle ont porté à 27 % la part de l'Union européenne du total des investissements directs étrangers au Canada, comparativement à 20 % en 1999. Les investissements directs provenant de cette partie du monde s'élevaient à 78 milliards de dollars à la fin 2000, soit le double d'il y a cinq ans. Par contre, les États-Unis, qui, à 186 milliards de dollars, occupent encore le premier rang de l'investissement direct au Canada, ont vu leur part du total des investissements directs reculer à 64 %, comparativement à 69 % en 1999.

La dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain a ajouté 8 milliards de dollars au bilan des investissements de portefeuille, lequel aurait autrement accusé un recul en 2000 par suite de la réduction sans précédent des obligations canadiennes détenues à l'étranger.

La valeur des obligations canadiennes détenues à l'étranger a diminué pour la deuxième année consécutive et a aussi diminué en proportion du passif international total depuis 1995. Toutefois, à 381 milliards de dollars, elle représentait encore 37 % des investissements étrangers au Canada à la fin de 2000. Ce recul est imputable à tous les ordres du gouvernement et aux entreprises publiques et montre que les administrations canadiennes ont de plus en plus financé leurs besoins réduits en capital sur les marchés canadiens. Cependant, la part des obligations des entreprises privées, par rapport à l'ensemble des obligations détenues à l'étranger, est en croissance depuis six ans et a atteint 39 % en 2000.

Du côté de l'actif international du Canada, la croissance des investissements directs canadiens à l'étranger s'explique surtout par d'importantes acquisitions; 51 % de ces investissements se sont faits aux États-Unis à la fin de 2000. Pour leur part, les investissements de portefeuille canadiens à l'étranger ont enregistré une croissance soutenue; celle-ci s'est établie à plus de 18 % en moyenne pour chacune des cinq dernières années. Ces investissements ont atteint 212 milliards de dollars en 2000, ce qui représentait 27 % de l'actif international du Canada, comparativement à 15 % en 1990.

Malgré une performance globale à la baisse des marchés financiers étrangers en 2000, cette croissance s'explique en partie par le relèvement des plafonds de contenu étranger pour les fonds d'investissement canadiens exonérés d'impôt. Un autre élément important de la croissance a été la réception, par les actionnaires de portefeuilles canadiens, de nouvelles actions de trésorerie d'entreprises étrangères échangées dans le cadre d'acquisitions de sociétés canadiennes.

*La publication **Bilan des investissements internationaux du Canada, 2000** (Internet : 67-202-XIB, 39 \$; papier : 67-202-XPB, 52 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Christian Lajule au (613) 951-2062, Division de la balance des paiements et des flux financiers.*

### Bilan de fin d'année des investissements internationaux du Canada

	1998	1999	2000
	Milliards de dollars		
<b>Actif total</b>	<b>676,8</b>	<b>699,0</b>	<b>779,3</b>
Investissements directs canadiens à l'étranger	255,6	270,2	301,4
Investissements de portefeuille			
Obligations étrangères	33,5	30,1	34,7
Actions étrangères	120,5	145,9	177,4
Autres investissements			
Prêts	60,4	55,9	60,0
Provisions	-10,8	-10,8	-10,8
Dépôts	118,4	108,8	109,1
Réserves internationales	35,9	41,5	47,8
Autres actifs	63,3	57,5	59,7
<b>Passif total</b>	<b>993,9</b>	<b>969,7</b>	<b>1 023,0</b>
Investissements directs étrangers au Canada	221,6	246,8	291,5
Investissements de portefeuille			
Obligations canadiennes	408,8	394,5	381,3
Actions canadiennes	64,6	70,2	85,9
Effets du marché monétaire canadien	44,1	30,1	29,5
Autres investissements			
Emprunts	54,8	55,5	60,0
Dépôts	180,7	152,0	153,9
Autres passifs	19,2	20,5	20,9
<b>Bilan net des investissements internationaux</b>	<b>-317,1</b>	<b>-270,7</b>	<b>-243,7</b>



## La valeur nette nationale enregistre un taux élevé de croissance

La valeur nette nationale s'est accrue de 5,9 % en 2000 pour atteindre 3,3 billions de dollars, soit 105 700 \$ par habitant. Bien qu'il ait diminué par rapport à 1999, ce taux de croissance est l'un des plus élevés des 11 dernières années. L'augmentation de la valeur nette nationale s'explique par la hausse du patrimoine national et par une autre baisse prononcée de l'endettement net envers les non-résidents.

Le patrimoine national a augmenté au même rythme qu'en 1999 (+4,6%), pour atteindre le niveau record de 3,5 billions de dollars. Cette progression s'explique par des flux plus importants de dépenses ainsi que par des réévaluations d'actifs corporels. Tous les actifs ont enregistré une hausse, mais seuls les bâtiments non résidentiels et les terrains ainsi que l'équipement et le matériel ont enregistré des taux de croissance plus élevés qu'en 1999.

Du point de vue financier, la dette totale sur le marché de crédit a continué de s'accumuler (+1,9 %), mais à un rythme beaucoup moins rapide qu'en 1999 (+3,4 %). Le ralentissement s'explique par une baisse générale de la demande des emprunts dans tous les principaux secteurs de l'économie. Cette baisse n'a été que partiellement contrebalancée par la hausse de la valeur de la dette en devises étrangères, qui reflétait la baisse du dollar canadien au cours de l'année.

La dette nette de l'administration publique fédérale a chuté fortement en 2000, diminuant pour une quatrième année consécutive, de pair avec les surplus enregistrés depuis 1997. Cette diminution tient en grande partie au fait que la dette sur les marchés du crédit a baissé de 20 milliards de dollars en 2000. La dette nette des autres ordres de l'administration publique a fléchi d'un montant négligeable. Pour une cinquième année d'affilée, l'ensemble de la dette nette publique a augmenté à un rythme plus faible que le produit intérieur brut.

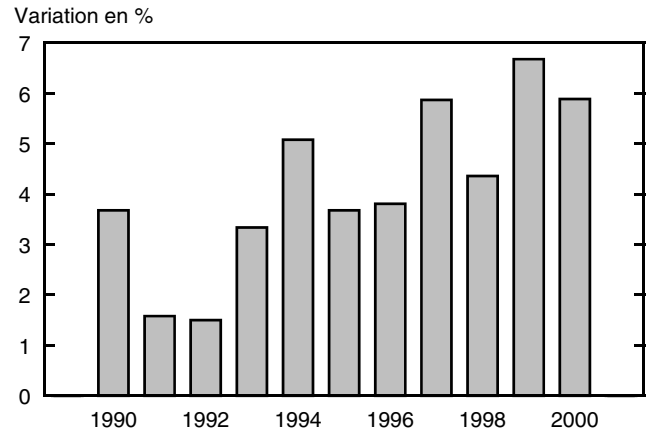
Bien que leurs dépenses d'investissement aient augmenté, les entreprises ont continué à restructurer leurs bilans grâce à une deuxième année de forte amélioration de leurs bénéfices en 2000. En ce qui concerne les sociétés privées non financières, le ratio de la dette à l'avoire des actionnaires a fortement diminué sous l'effet de la hausse marquée des bénéfices réinvestis, de la valeur accrue des émissions d'actions et de la baisse de la demande de capitaux étrangers. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par l'impact négatif du revirement du taux de change sur la dette émise en devises étrangères.

La valeur nette des ménages s'est accrue malgré la légère baisse du taux d'épargne. Même si la hausse des actifs a été cinq fois plus importante que celle du passif, la valeur nette des ménages a augmenté moins rapidement qu'en 1999. Par ailleurs, la dette des ménages est demeurée pratiquement inchangée et le revenu personnel a fortement augmenté, de sorte que le ratio du crédit à la consommation et de la dette hypothécaire au revenu

### Note aux lecteurs

Le **patrimoine (richesse) national** est la somme des actifs non financiers, c'est-à-dire les actifs produits, les terrains entourant les bâtiments et les terrains agricoles, de tous les secteurs de l'économie. La **valeur nette nationale** est le patrimoine moins l'endettement envers les non-résidents (la dette internationale nette, ou ce que nous devons aux étrangers moins ce qu'ils nous doivent). Autrement dit, elle constitue la somme de la valeur nette des particuliers, des sociétés et des administrations publiques.

### Valeur nette nationale



disponible des particuliers a diminué légèrement comparativement à son sommet de 1999.

L'endettement net envers les non-résidents a fortement chuté (-10,0 %) pour une deuxième année de suite et a poursuivi sa tendance à la baisse en proportion du patrimoine national. Les niveaux d'investissements transfrontaliers ont atteint de nouveaux sommets en 2000. Cependant, les réclamations étrangères sur l'économie canadienne ont augmenté moins rapidement que les réclamations canadiennes auprès des non-résidents. Il y a eu notamment une baisse importante des avoirs des non-résidents en titres de créance canadiens, alors qu'il y a eu une hausse de l'investissement de portefeuille canadien à l'étranger.

Pour commander un document analytique contenant des tableaux de 1996 à 1999 et des graphiques (13-214-PPB, 50 \$) ou une disquette contenant les données du bilan national (13-214-XDB, 60 \$), communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-3640. Pour des renseignements analytiques, communiquez avec Patrick O'Hagan au (613) 951-1798 ou avec Charles Wright au (613) 951-9044, Division des comptes des revenus et des dépenses.

## Enquête sur la sécurité financière : faits saillants

Selon l'Enquête sur la sécurité financière, les Canadiens, dans l'ensemble, étaient endettés d'environ 16 \$ pour chaque tranche d'avoirs de 100 \$ en 1999. Toutefois, l'endettement des familles monoparentales, dont la plupart avaient une femme à leur tête, s'établissait à près du double de celui de la moyenne nationale. Mais l'endettement pesait le plus lourdement sur les plus jeunes, principalement à cause des prêts étudiants. L'endettement était le plus faible chez les personnes âgées de 65 ans et plus, se chiffrant à seulement 3 \$ pour chaque tranche d'avoirs de 100 \$.

L'endettement total des Canadiens était évalué à 458 milliards de dollars en 1999. Les hypothèques représentaient 75 % de ce total, les prêts associés à la propriété des véhicules automobiles, 6 %, les dettes de prêts étudiants, 3 %, et les dettes liées aux cartes de crédit, 3 %. Une proportion de 31 % des unités familiales dans lesquelles le principal soutien économique était âgé de moins de 25 ans ont déclaré des prêts étudiants. Des dettes liées aux cartes de crédit et au crédit à tempérament ont été déclarées par 50 % des unités familiales dans lesquelles le principal soutien économique était âgé de 25 à 34 ans. Les groupes plus âgés étaient beaucoup moins touchés par ce genre de dettes.

Les avoirs totaux s'élevaient à près de 2,9 billions de dollars. Les avoirs financiers représentaient 29 % de ce total, les avoirs non financiers, un peu plus de 58 %, et les capitaux propres dans une entreprise, environ 12 %. La résidence principale, qui représentait environ 38 % des avoirs totaux, constituait l'avoir non financier le plus important. Environ 60 % des unités familiales étaient propriétaires de leur logement. Leur avoir financier le plus important était leur régime enregistré d'épargne-retraite (REER), qui représentait 12 % de tous les avoirs. (La valeur des prestations de régimes de pension offerts par l'employeur n'a pas été utilisée dans le calcul de l'avoir.)

### Répartition des types de familles selon la valeur nette médiane et le revenu médian, 1999

	Valeur nette médiane	Revenu médian après impôt en 1998
	\$	
<b>Ensemble des unités familiales</b>	<b>81 000</b>	<b>33 400</b>
Familles économiques de deux personnes ou plus	119 300	43 000
Familles de personnes âgées	202 000	32 000
Familles autres que celles de personnes âgées	105 500	45 800
Couples seulement (sans enfants à la maison)	125 800	44 800
Couples ayant des enfants de moins de 18 ans	100 500	48 400
Familles monoparentales	14 600	21 800
Autres familles	151 000	52 300
Personnes seules	21 700	16 700
Hommes âgés de 65 ans et plus	111 100	17 700
Femmes âgées de 65 ans et plus	76 600	15 300
Hommes âgés de moins de 65 ans	11 200	19 800
Femmes âgées de moins de 65 ans	12 000	15 600

### Note aux lecteurs

L'Enquête sur la sécurité financière de 1999 est la première enquête sur les avoirs et les dettes menée par Statistique Canada depuis 1984. Cette enquête brosse le tableau statistique le plus complet de la valeur nette du patrimoine des Canadiens. La **valeur nette** correspond au montant qu'une personne ou une famille encaisserait après avoir vendu tous ses avoirs et réglé toutes ses dettes.

La plupart des données sur les avoirs et les dettes ont été recueillies pour l'unité familiale et non pour chaque personne qui en fait partie. L'**unité familiale** comprend à la fois les personnes seules et les familles de deux personnes ou plus vivant dans le même logement et qui sont liées soit par le sang, le mariage, l'union libre ou l'adoption.

Pour les besoins de l'enquête, les avoirs sont répartis en trois catégories principales : les **avoirs financiers**, comme les REER, le capital-actions, les obligations et les fonds communs de placement; les **avoirs non financiers**, comme la résidence principale, les autres biens immobiliers, les véhicules achetés et le contenu de la résidence; et les **capitaux propres dans une entreprise**.

La valeur nette médiane des quelque 12,2 millions d'unités familiales du Canada s'élevait à environ 81 000 \$ en 1999. Les unités familiales appartenant à la tranche de 10 % supérieure de l'échelle avaient une valeur nette médiane de 703 500 \$ et détenaient 53 % de tout le patrimoine des particuliers. Les unités familiales de la tranche de 10 % inférieure ont enregistré une valeur nette négative d'environ 2 100 \$, ce qui signifie que leur endettement était supérieur à leurs avoirs.

Les familles dont le principal soutien économique était une personne âgée ont enregistré la valeur nette la plus élevée de tous les types d'unités familiales (202 000 \$). Le fait que bon nombre de personnes âgées vivent dans leur propre maison, libre de toute hypothèque, explique en grande partie cette situation.

La valeur nette augmentait selon le revenu et aussi en fonction du nombre de personnes gagnant un revenu dans une famille, de l'âge, du niveau de scolarité et du type de profession. Par exemple, l'unité familiale dont le principal soutien économique avait un baccalauréat avait une valeur nette médiane 70 % plus élevée que celle d'un détenteur d'un diplôme d'études secondaires. En outre, les unités familiales au sein desquelles la personne seule ou le principal soutien économique occupait une profession de gestionnaire avaient la valeur nette la plus élevée. Les personnes dont la famille enregistrerait la valeur nette la plus faible travaillaient dans les ventes et les services.

Après avoir traité les données pour les rendre comparables, on constate que la valeur médiane nette de toutes les unités familiales a progressé d'environ 11 % de 1984 à 1999 en dollars constants de 1999. Au cours de cette période, la valeur nette s'est accrue considérablement pour les unités familiales ayant à leur tête une personne âgée de 65 ans et plus, mais elle est demeurée presque inchangée pour les jeunes couples ayant des enfants. Malgré la hausse de leur valeur nette médiane, les familles monoparentales étaient en beaucoup moins bonne situation financière que tout autre type d'unité familiale.

(suite à la page 7)

### ... Enquête sur la sécurité financière : faits saillants

Le changement le plus important à survenir dans la composition des avoirs concerne les sommes placées dans les REER. En 1999, la valeur globale des REER était de 6,4 fois supérieure à celle enregistrée en 1984, mesurée en dollars constants de 1999. En plus de la forte cotisation aux REER, des modifications apportées vers la fin des années 1980 aux dispositions législatives réglementant les régimes de retraite d'employeurs ont permis à bon nombre d'employés de quitter leur emploi et de verser leurs droits à pension constitués dans un REER immobilisé. En 1999, environ 55 % des unités familiales détenaient un REER, en forte hausse par rapport aux 28 % observés en 1984. La valeur médiane d'un REER a atteint 20 000 \$ en 1999, soit 2,1 fois plus qu'en 1984.

Un autre changement important au cours de cette période de 15 ans a été la croissance de l'endettement résultant des prêts étudiants. Le montant global des prêts étudiants non encore réglé

était de 6,2 fois plus élevé en 1999 qu'en 1984. Le nombre d'unités familiales devant rembourser des prêts étudiants a presque triplé de 1984 à 1999 pour atteindre 1,4 million, et l'endettement médian est passé de 3 400 \$ à 7 300 \$.

*Le rapport intitulé **Les avoirs et les dettes des Canadiens : un aperçu des résultats de l'Enquête sur la sécurité financière** (Internet : 13-595-XIF, gratuit) est accessible dans le site Web de Statistique Canada à l'adresse [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca). Des tableaux de données sommaires sont aussi accessibles sans frais sous les rubriques « Le Canada en statistiques », puis « La société », « Familles, ménages, logements » et « Avoirs et dettes ». Trois séries de tableaux sur les avoirs et les dettes ainsi que sur la valeur nette, au coût de 60 \$ chacune, sont également disponibles. Pour plus de renseignements, communiquez avec les Services aux clients au (613) 951-7355 ou composez sans frais le 1 888 297-7355 (courriel : [revenu@statcan.ca](mailto:revenu@statcan.ca)), Division de la statistique du revenu.*

---

## Nouveautés de Statistique Canada

### Un Canada réseauté 1993 à 1999

La publication *Un Canada réseauté* trace le tout premier profil statistique global du secteur canadien des technologies de l'information et des communications (TIC) en pleine évolution. Elle est particulièrement utile aux analystes de l'industrie, aux responsables des politiques, aux entreprises, aux gouvernements et aux éducateurs.

Préparée dans le cadre du programme de la connectivité de Statistique Canada, cette publication examine la croissance et la performance du secteur des TIC en fonction de variables comme la production économique, l'emploi, les exportations, les importations, les recettes et la recherche et le développement. On y trouve également une étude de chaque TIC, plus particulièrement l'Internet, et une analyse de leur pénétration et de leur utilisation dans tous les secteurs de l'économie.

*La publication **Un Canada réseauté** (Internet : 56-504-XIF, 38 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Heidi Ertl au (613) 951-1891 ou avec George Sciadas au (613) 951-6389, Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique.*

(suite à la page 8)

## Nouveautés de Statistique Canada

### Les refuges pour femmes violentées 1999-2000

Le *Juristat* : *Les refuges pour femmes violentées au Canada* présente les résultats de l'Enquête sur les maisons d'hébergement de 1999-2000. Cette enquête biennale a recueilli de l'information sur tous les établissements résidentiels connus qui offrent des services aux femmes violentées et à leurs enfants pendant la période de 12 mois précédant le 31 mars 2000. Elle a également fourni un aperçu instantané d'une journée des femmes et enfants résidant dans ces refuges le 17 avril 2000. Parmi les 508 refuges qui ont reçu le questionnaire de l'enquête, 467 (ou 92 %) y ont répondu.

L'Enquête sur les maisons d'hébergement a été élaborée dans le cadre de l'Initiative de lutte contre la violence familiale du gouvernement fédéral, de concert avec les gouvernements provinciaux et territoriaux et des associations de maisons d'hébergement.

La publication *Juristat* : *Les refuges pour femmes violentées au Canada, 1999-2000*, vol. 21, n° 1 (Internet : 85-002-XIF, 8 \$ / 70 \$; papier : 85-002-XPF, 10 \$ / 93 \$) est maintenant en vente. La publication *Fiche d'information des maisons d'hébergement* (Internet : 85-404-MIF, gratuit) est accessible dans le site Web de Statistique Canada à l'adresse [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca), sous « Produits et services », « Publications gratuites », puis « Justice ». Pour plus de renseignements, communiquez avec les Services d'information à la clientèle au (613) 951-9023 ou composez sans frais le 1 800 387-2231, Centre canadien de la statistique juridique.

### La formation comme stratégie en matière de ressources humaines

Le document de recherche *La formation comme stratégie en matière de ressources humaines : la réaction aux pénuries de personnel et au changement technologique* examine la façon dont l'innovation et l'utilisation des technologies influent sur les activités de formation des usines de fabrication. Dans ce document, on étudie les programmes de formation offerts en réaction à des pénuries de main-d'œuvre particulières par rapport aux programmes de formation mis en œuvre en réaction à la mise en service d'équipement de pointe.

La Direction des études analytiques offre des documents de recherche sur divers sujets, notamment le travail, la dynamique des entreprises commerciales, la mortalité, l'immigration, la statistique informatique et la simulation. Ces travaux de recherche sont effectués par le personnel de la Direction, les boursiers invités et les universitaires associés. Vous pouvez vous procurer sans frais une copie des documents de la série dans le site Web de Statistique Canada ([www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)).

Le document de recherche n° 154 de la Direction des études analytiques intitulé *La formation comme stratégie en matière de ressources humaines : la réaction aux pénuries de personnel et au changement technologique* (papier : 11F0019MPF01154, 5 \$) est maintenant en vente. La version électronique (Internet : 11F0019MIF01154, gratuit) est accessible dans le site Web de Statistique Canada à l'adresse [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca), sous « Produits et services », « Documents de recherche (gratuits) », puis « Conditions sociales ». Pour plus de renseignements, communiquez avec Valerie Thibault au (613) 951-1804 (courriel : [thibaul@statcan.ca](mailto:thibaul@statcan.ca)), Direction des études analytiques.

### Durée d'occupation des emplois, mobilité des travailleurs et marché du travail des jeunes Années 1990

L'étude *La durée d'occupation des emplois, la mobilité des travailleurs et le marché du travail des jeunes dans les années 90* examine les tendances observées en matière de stabilité d'emploi. Selon l'étude, le marché du travail des années 1990 a été caractérisé surtout par une moindre mobilité des travailleurs. Autrement dit, les travailleurs restaient plus longtemps au sein d'une même entreprise que dans les années 1980. L'étude examine également les tendances du marché du travail dans le cas des jeunes qui étaient âgés de 15 à 24 ans dans les années 1990, en particulier leur faible taux d'emploi.

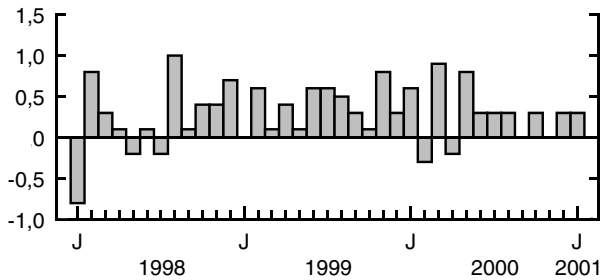
Le document de recherche n° 155 de la Direction des études analytiques intitulé *La durée d'occupation des emplois, la mobilité des travailleurs et le marché du travail des jeunes dans les années 90* (papier : 11F0019MPF01155, 5 \$) est maintenant en vente. La version électronique (Internet : 11F0019MIF01155, gratuit) est accessible dans le site Web de Statistique Canada à l'adresse [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca), sous « Produits et services », « Documents de recherche (gratuits) », puis « Conditions sociales ». Pour plus de renseignements, communiquez avec Garnett Picot au (613) 951-8214 ou avec René Morissette au (613) 951-3608, Division de l'analyse des entreprises et du marché du travail.



## Tendances actuelles

### Produit intérieur brut

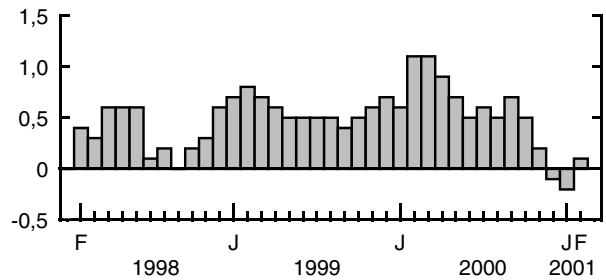
Variation mensuelle en %



Le produit intérieur brut a augmenté de 0,3 % en janvier. Il s'agit du même rythme de croissance que celui enregistré en décembre.

### Indice composite

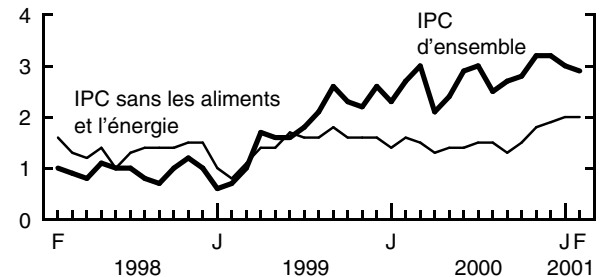
Variation mensuelle en %



L'indicateur avancé a enregistré une hausse de 0,1 % en février grâce à la fermeté des secteurs de l'habitation et des services.

### Indice des prix à la consommation

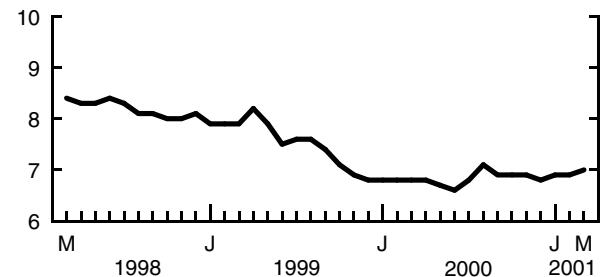
Variation annuelle en %



En février, les prix à la consommation de biens et de services étaient supérieurs de 2,9 % à ceux d'il y a un an. Sans les aliments et l'énergie, les prix ont augmenté de 2,0 %.

### Taux de chômage

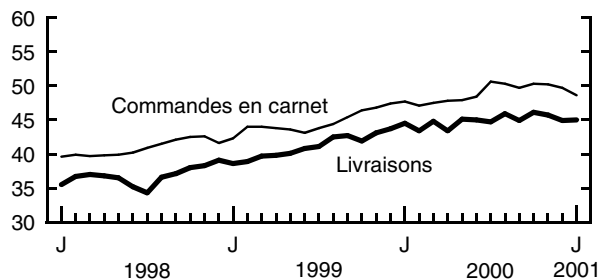
%



En mars, le taux de chômage a légèrement augmenté de 0,1 point pour s'établir à 7,0 %, le nombre de personnes se joignant à la population active à la recherche d'un emploi s'étant accru.

### Fabrication

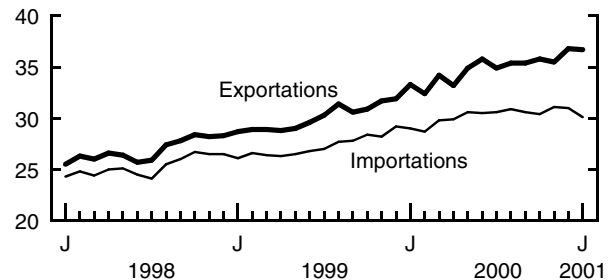
Milliards de dollars



Les livraisons des fabricants ont progressé légèrement de 0,3 % en janvier, pour totaliser 45,0 milliards de dollars. Les commandes en carnet ont chuté de 2,3 % pour se chiffrer à 48,6 milliards de dollars.

### Commerce des marchandises

Milliards de dollars



En janvier, les exportations ont diminué de 0,4 % pour se fixer à 36,7 milliards de dollars. Les importations ont diminué davantage, reculant de 2,9 % pour s'établir à 30,1 milliards de dollars.

**Note :** Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

## Dernières statistiques

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
<b>GÉNÉRAL</b>				
Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1992)	janvier	799,8	0,3 %	3,2 %
Indice composite (1992 = 100)	février	167,1	0,1 %	5,5 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	4 <sup>e</sup> trim. de 2000	54,0	2,2 %	13,9 %
Taux d'utilisation de la capacité industrielle (%)	4 <sup>e</sup> trim. de 2000	85,4	-0,2 †	0,7 †
<b>DEMANDE INTÉRIEURE</b>				
Ventes au détail (milliards de dollars)	janvier	23,8	0,6 %	5,4 %
Ventes des grands magasins (milliards de dollars)	février*	1,62	-1,1 %	8,9 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	janvier	130,5	-0,4 %	-1,7 %
Ventes en gros (milliards de dollars)	janvier	32,3	0,8 %	3,0 %
<b>EMPLOI</b>				
Personnes occupées (millions)	mars*	15,07	0,2 %	1,6 %
Taux de chômage (%)	mars*	7,0	0,1 †	0,2 †
Taux d'activité (%)	mars*	66,1	0,1 †	0,2 †
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars) <sup>1</sup>	janvier	659,46	0,1 %	1,9 %
Indice de l'offre d'emploi (1996 = 100)	mars	168	-1,8 %	-1,8 %
<b>COMMERCE INTERNATIONAL</b>				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	janvier	36,7	-0,4 %	10,3 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	janvier	30,1	-2,9 %	4,0 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	janvier	6,6	0,7	2,3
<b>FABRICATION</b>				
Livraisons (milliards de dollars) <sup>1</sup>	janvier	45,0	0,3 %	1,2 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars) <sup>1</sup>	janvier	43,8	-1,3 %	-2,0 %
Commandes en carnet (milliards de dollars) <sup>1</sup>	janvier	48,6	-2,3 %	1,9 %
Ratio des stocks aux livraisons <sup>1</sup>	janvier	1,44	0,00	0,11
<b>PRIX</b>				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	février	115,2	0,4 %	2,9 %
Indice des prix des produits industriels (1992 = 100)	février	129,3	0,5 %	2,6 %
Indice des prix des matières brutes (1992 = 100)	février	146,5	1,5 %	4,7 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	février*	104,9	0,3 %	2,4 %

*Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.*

\* *Nouveau cette semaine.*

† *Points de pourcentage.*

1. *Ces estimations sont dorénavant publiées sur la base du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Elles ne sont pas comparables aux estimations précédemment publiées sur la base de la Classification type des industries (CTI) de 1980.*

# Infomat

## Revue hebdomadaire

Rédactrice en chef : Caroline Olivier, (613) 951-1189, caroline.olivier@statcan.ca.  
 Chef de la Diffusion officielle : Madeleine Simard, (613) 951-1088, madeleine.simard@statcan.ca.

Publié par la Sous-section de la diffusion officielle, Division des communications, Statistique Canada, immeuble R.-H.-Coats, 10<sup>e</sup> étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Prix au numéro : version imprimée, 4 \$; version sur Internet, 3 \$. Abonnement annuel : version imprimée, 145 \$; version sur Internet, 109 \$. Les prix sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du Receveur général du Canada, Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033. Il est également possible d'envoyer un courriel à l'adresse order@statcan.ca.

La diffusion (officielle) de toute information statistique produite par Statistique Canada se fait d'abord dans *Le Quotidien* ([www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)), qui est disponible dès 8 h 30. *Le Quotidien* présente les faits saillants de nouvelles diffusions de données, de même que les sources, les liens et le nom de personnes-ressources avec qui communiquer pour obtenir de l'information supplémentaire. Il comprend également les calendriers des principaux communiqués à venir et annonce les nouveaux produits et services de Statistique Canada.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2001. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



## Produits diffusés du 5 au 11 avril 2001

DOMAINE / Titre du produit	Période	Numéro au catalogue	Prix (\$) (Numéro / Abonnement)
<b>AGRICULTURE</b>			
Bulletin d'analyse : Régions rurales et petites villes du Canada, vol. 2, n° 7	1851 à 1998	21-006-XIF	gratuit
Production d'œufs	février 2001	23-003-XPB	110
La revue des céréales et des graines oléagineuses	janvier 2001	22-007-XIB	11 / 112
La revue des céréales et des graines oléagineuses	janvier 2001	22-007-XPB	15 / 149
<b>DÉMOGRAPHIE</b>			
Statistiques démographiques trimestrielles	3 <sup>e</sup> trim. de 2000	91-002-XIB	8 / 25
Statistiques démographiques trimestrielles	3 <sup>e</sup> trim. de 2000	91-002-XPB	10 / 33
Statistiques démographiques annuelles	2000	91-213-XIB	56
<b>FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE</b>			
Extraction de charbon	1999	26-206-XIB	19
Fil d'acier et certains produits de fil métallique	février 2001	41-006-XIB	5 / 47
Livraisons des produits de meubles de bureau, vol. 29, n° 2	juillet à décembre 2000	35-006-XIB	11 / 21
Production et livraisons de tuyaux et tubes en acier	février 2001	41-011-XIB	5 / 47
Produits chimiques industriels et résines synthétiques	février 2001	46-002-XIB	5 / 47
<b>INSTITUTIONS PUBLIQUES</b>			
Statistiques sur le secteur public	1999-2000	68-213-XIB	46
<b>INVESTISSEMENT ET STOCK DE CAPITAL</b>			
Permis de bâtir	février 2001	64-001-XIF	14 / 145
<b>MESURES ET ANALYSE DES INDUSTRIES</b>			
Produit intérieur brut par industrie	janvier 2001	15-001-XIF	11 / 110
<b>SCIENCES, INNOVATION ET INFORMATION ÉLECTRONIQUE</b>			
Activités scientifiques fédérales	2000-2001	88-204-XIB	35
Un Canada réseauté	1993 à 1999	56-504-XIF	38
<b>STATISTIQUE DU TRAVAIL</b>			
Information population active	mars 2001	71-001-PIB	8 / 78
Information population active	mars 2001	71-001-PPB	11 / 103

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPF, la version imprimée; -XDB, la version électronique sur disquette; et -XCB, celle sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.)

**Note :** Les prix des produits sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

## Pour commander les produits et services

### Pour commander *Infomat* ou l'un ou l'autre des produits précités :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.  
 Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277** ou **1 800 267-6677**  
 Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584** ou **1 877 287-4369**  
 Courriel électronique : **order@statcan.ca**

**Pour commander sur Internet :** Allez sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca) sous la rubrique « Produits et services ».

**Pour commander par la poste, écrivez à :** Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

**Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.**

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

**Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.**

**Changement d'adresse :** Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

**Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca).** La base de données CANSIM est accessible sous la rubrique « Produits et services ». Il est également possible de consulter divers tableaux sous la rubrique « Le Canada en statistiques ».